

**DIRECTION DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT
TERRITORIAL
COMITÉ DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE**

Groupe de travail des hauts responsables du budget

Projet d'ordre du jour : 8ème réunion des responsables budgétaires des parlements et des institutions budgétaires indépendantes des pays de l'OCDE

PROJET D'ORDRE DU JOUR

**11-12 avril 2016
Paris, France**

Contact(s):

[Trevor SHAW](#), Recherche conseil en politique, +(33-1) 85 55 60 77

JT03394071

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

**Projet d'ordre du jour : 8ème réunion des responsables budgétaires des parlements et des institutions
budgétaires indépendantes des pays de l'OCDE**

PROJET D'ORDRE DU JOUR

11-12 avril 2016

Paris, France

**LUNDI 11 AVRIL 2016 •••• 9h00 - 9h30 : Enregistrement -- 9h30 - 9h45: Allocution d'ouverture du
Président de la réunion et présentation des délégués -- 9h45 - 10h00 : Remarques de bienvenue de M. Didier
Migaud, Premier Président, Cour des comptes & Président du Haut conseil des finances publiques, France**

10h00-10h30 **1. SÉANCE 1 – Le risque financier et macroéconomique mondial et le rôle des
institutions budgétaires indépendantes**

William White, du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement de l'OCDE, prononcera un exposé thématique sur le rôle que les institutions budgétaires indépendantes (IBI) peuvent jouer pour remettre en cause les raisonnements macroéconomiques conventionnels et pour fournir un éclairage sur les risques économiques et financiers.

Président : **François Monier**, Secrétaire général du Haut conseil des finances publiques, France

Intervenant : **William White**, Président du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement de l'OCDE

10h30-11h45 **2. SÉANCE 2 – Nouvelles institutions**

Au sein de la zone OCDE, le nombre d'institutions indépendantes (offices parlementaires du budget et conseils budgétaires) a plus que triplé au cours de la dernière décennie. Cette séance offrira l'occasion d'évoquer les nouvelles institutions créées en Lituanie et en Afrique du Sud ainsi que l'actualité de l'office parlementaire du budget grec. À l'issue des principaux exposés, les délégués seront encouragés à évoquer toutes les évolutions notables survenues au sein de leurs institutions respectives pendant l'année écoulée.

Président : **Tateki Sakiyama**, chercheur au service de la recherche de la Commission permanente des affaires budgétaires de la Chambre des conseillers de la Diète nationale, Japon

Intervenants :

- **Arūnas Dulkys**, Auditeur général de l'Office national d'audit, Lituanie
- **Mohamed Jahed**, Directeur de l'Office parlementaire du budget, Afrique du Sud
- **Panagiotis Liargovas**, Coordonnateur de l'Office parlementaire du budget, Grèce

11h45-12h15 **Café**

12h15-13h15 **3. SÉANCE 3 – Examen par l'OCDE du contrôle parlementaire du budget : le cas de
l'Irlande**

Au cours de cette séance, on examinera les conclusions d'un examen de l'OCDE consacré aux points forts et aux points faibles du système irlandais de participation parlementaire au processus budgétaire. Parmi ses principales recommandations, le rapport que l'OCDE a tiré de cet examen prône la création d'un office parlementaire du budget en Irlande. Les participants examineront

également les autres moyens susceptibles de renforcer le rôle du parlement dans le processus budgétaire, et notamment les mesures pouvant permettre d'accroître, dans les documents et les procédures parlementaires se rapportant au budget, l'utilisation de données portant sur les résultats.

Présidente : Chiara Goretti, membre du Conseil de l'Office parlementaire du budget, Italie

Intervenants :

- **Ronnie Downes**, Chef adjoint de la Division du budget et des dépenses publiques de l'OCDE
- **Tom Malone**, Responsable principal au Service de la procédure des commissions et des affaires législatives du parlement, Irlande
- **Larry Honeysett**, Responsable du contrôle financier au Service du contrôle de la Chambre des communes, Royaume-Uni
- **Eduard Groen**, Chef du Service des affaires financières, économiques et sociales de la Chambre des représentants, Pays-Bas
- **Sebastian Barnes**, vice-président du Conseil budgétaire consultatif, Irlande

14h45-15h45 **4. SÉANCE 4 - Évaluation et examen par les pairs des institutions budgétaires indépendantes**

Au cours de cette séance, on examinera les aspects concrets du lancement de l'évaluation d'une IBI conformément aux indications du cadre commun d'évaluation des performances des IBI, et notamment :

- la création de réseaux fonctionnels d'examen par les pairs ;
- la création d'outils permettant d'élaborer des directives, des critères d'évaluation et des attentes conformes à l'objet de l'évaluation.

Au cours de cette séance, on s'intéressera à un groupe d'IBI procédant à des tâches d'analyse de la viabilité budgétaire à long terme ; en outre, on recensera un premier ensemble de principes de base et de bonnes pratiques utiles pour évaluer les pratiques et les procédures utilisées par les IBI pour cette analyse de la viabilité budgétaire à long terme. Un ensemble initial de principes de base et de bonnes pratiques sera proposé, qui sera utile pour évaluer les pratiques et les procédures employées par les IBI pour l'analyse de cette viabilité.

Président : Bob Sunshine, Directeur adjoint de l'Office du budget du Congrès, États-Unis

Intervenants :

- **Laura van Geest**, Directrice générale des affaires budgétaires au Bureau d'analyse des politiques économiques, CPB, Pays-Bas
- **Kwangmook Kim**, Directeur de l'analyse du budget, Office du budget de l'Assemblée nationale, Corée
- **John Smidt**, Directeur du Conseil économique, Danemark
- **Trevor Shaw**, Recherche et conseil en politique, Division du budget et des dépenses publiques de l'OCDE

15h45-16h15 **Café**

16h15-17h45 **5. SÉANCE 5 – Communication et qualité**

Au cours de cette séance, on commencera par examiner des exemples des stratégies employées par différentes institutions pour communiquer sur des supports multiples (presse, outils internet et médias sociaux) et pour dialoguer directement avec les parlementaires et les parties prenantes.

Quelles sont les stratégies qui ont été les plus efficaces ou qui, à l'inverse, ont montré leurs limites ? Comment les parties prenantes perçoivent-elles l'efficacité des différentes tactiques de communication ? Les IBI font régulièrement transparaître l'incertitude qui entoure leurs analyses. Comment communiquer au mieux sur les risques sans exagérer le niveau de certitude ni affaiblir les messages fondamentaux ? Et en quoi les échanges informels peuvent-ils contribuer à améliorer la qualité de la communication ?

Président : Robert Chote, Président de l'Office de la responsabilité en matière budgétaire, Royaume-Uni

Intervenants :

- **Chris Giles**, rédacteur en chef économique au *Financial Times*
- **Phil Bowen**, de l'Office parlementaire du budget, Australie

MARDI 12 AVRIL 2016 •••• 9h00-9h15 : Allocution de Mme Michèle ANDRÉ, Présidente de la Commission des finances du Sénat, France

9h15-10h15 **6. SÉANCE 6 – Gâteau à étages ou marbré ? L'évolution de la coopération entre les IBI nationales, infranationales et supranationales**

L'accession des IBI à un rôle important dans la politique budgétaire n'est pas un phénomène limité à la sphère nationale. Des IBI infranationales sont déjà opérationnelles – en Écosse ou dans l'Ontario, par exemple. La première IBI supranationale (le European Fiscal Review Board) est en cours de création, et les IBI européennes ont renforcé leur coopération en réseau. Le système des IBI va-t-il ressembler à un gâteau à étages – avec des IBI fonctionnant de manière indépendante – ou à un marbré – avec une interdépendance fonctionnelle ? Quelles leçons tirer auprès des IBI nationales qui collaborent avec l'OCDE afin de contribuer à la mise en place d'IBI robustes aux échelons infranational et supranational ? Quels seront les principaux défis à relever (conflits de compétences, différences de points de vue) et les principales possibilités à saisir (échange d'information, vérifications et réexamens) ?

Président : Eckhard Janeba, Président du Conseil consultatif indépendant auprès du Conseil de stabilité, Allemagne

Intervenants :

- **José Luis Escriva**, Président de l'Autorité indépendante de la responsabilité en matière budgétaire (AIREF), Espagne
- **Susan Rice**, Présidente de la Commission budgétaire de l'Ecosse
- **Robert Chote**, Président de l'Office de la responsabilité en matière budgétaire, Royaume-Uni
- **Stephen LeClair**, Directeur de la responsabilité financière, Ontario, Canada

10h15-11h15 **7. SÉANCE 7 – Cadres de dépenses à moyen terme**

Les cadres de dépenses à moyen terme (CDMT) sont des outils que les pouvoirs publics peuvent utiliser pour faire valoir une vision budgétaire à moyen terme plutôt qu'une perspective purement annuelle et pour améliorer la discipline budgétaire. Si des plafonds de dépenses à moyen terme sont fixés dans tous les pays de l'OCDE, à quatre exceptions près, la robustesse de ces cadres varie fortement selon qu'ils sont inscrits ou non dans un texte de loi et qu'ils sont ou non suivis, par la suite, par le parlement ou par des entités indépendantes. Au cours de cette séance, on examinera comment les IBI peuvent procéder pour favoriser au mieux, aux côtés des CDMT, une politique budgétaire transparente et prudente. On s'appuiera sur des expériences nationales pour recenser les facteurs qui contribuent à l'efficacité des CDMT au sein de la politique budgétaire.

Présidente : Heidi Silvennoinen, Directrice exécutive de l'évaluation des politiques budgétaires au Bureau national d'audit, Finlande

Intervenants :

- **François Monier**, Secrétaire général du Haut Conseil des finances publiques, France
- **Jón Blöndal**, Chef de la Division du budget et des dépenses publiques de l'OCDE
- **Michal Horvath**, professeur d'économie à l'Université de York

11:15-11:45 **Café**

11h45-13h00 **8. SÉANCE 8 – Analyse de l'impôt sur les bénéfices des sociétés : sonder l'insondable**

Pour les IBI comme pour les autorités, les recettes issues de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ont toujours constitué un point épineux de la prévision budgétaire et de l'analyse des politiques. En plus de la complexité et de la constante évolution des règles fiscales et de la variabilité macroéconomique ordinaire, de nombreuses IBI ont des difficultés à accéder aux données hautement sensibles qui leur sont nécessaires pour réaliser une analyse éclairée. Au cours de cette séance, on examinera des exemples nationaux qui soulèvent des questions telles que l'accès aux données fiscales, les stratégies de coopération avec d'autres organisations et les méthodologies permettant d'offrir aux parties prenantes des analyses dignes de confiance.

Président : Carlos Marinheiro, membre du Conseil des finances publiques, Portugal

Intervenants :

- **Mostafa Askari**, Directeur parlementaire adjoint du budget, Canada
- **François Ecalle**, ancien membre du Haut Conseil des finances publiques, France
- **Eddie Casey**, économiste, Conseil budgétaire consultatif, Irlande

13h00-14h30 **Déjeuner**

14h30-15h30 **9. SÉANCE 9 – La transparence budgétaire en 2016 : pertinence, rôles et possibilités du point de vue des IBI**

Dans le cadre des travaux du Groupe de travail du G20 sur la lutte contre la corruption, l'OCDE est en train de créer une boîte à outils en matière de transparence budgétaire. Les IBI sont des entités qui favorisent activement la transparence budgétaire dans les pays de l'OCDE, et elles sont en mesure d'apporter un éclairage sans équivalent sur les succès récents et les défis persistants du processus de mise en place de finances publiques transparentes. Les éclairages fournis par les IBI lors de cette séance permettront de guider les débats du Groupe de travail et ses outils, pour trois questions fondamentales :

- Quels sont, pour les IBI, les principaux moyens de favoriser la transparence budgétaire ?
- Quels sont les principaux aspects sur lesquels la transparence budgétaire doit encore progresser ?
- En quoi les IBI peuvent-elles contribuer à la résolution du problème

Président : Ronnie Downes, Chef adjoint de la Division du budget et des dépenses publiques de l'OCDE

Intervenants :

- **Bob Sunshine**, Directeur adjoint du Bureau du budget du Congrès (CBO), États-Unis
- **Ludovit Odor**, membre du Conseil de responsabilité en matière budgétaire, République slovaque

15h30-16h00 **10. SÉANCE 10 – Rapports des réseaux apparentés, rapports du Secrétariat de l'OCDE et propositions relatives aux travaux futurs**

Président : **Ludovit Odor**, membre du Conseil de responsabilité en matière budgétaire, République slovaque

Intervenants :

- **José Luis Escriva**, Président de l'Autorité indépendante de la responsabilité en matière budgétaire (AIREF), Espagne
- **Jón Blöndal**, Chef de la Division du budget et des dépenses publiques de l'OCDE
- **Larry Honeysett**, Réseau interparlementaire d'information financière (IPFIN)

Remarques de clôture du Président et du Secrétariat de l'OCDE

Annexe : INFORMATIONS PRATIQUES

Formulaire d'enregistrement

Les délégués sont priés de compléter le formulaire d'inscription et le retourner au Secrétariat avant la réunion.

Séjour

Les délégués devront se charger d'organiser leur séjour à Paris. Des informations sur les hôtels situés près de l'OCDE et accordant des tarifs préférentiels aux délégués de l'OCDE sont disponibles à l'adresse : <http://www.oecd.org/site/conferencecentre/hotels-close-to-oecd.htm>. De plus amples informations figurent sur le site de l'OCDE : <http://www.oecd.org/site/conferencecentre/gettingtotheoecd.htm>

Lieu de la réunion

La réunion aura lieu au Centre de Conférence du siège de l'OCDE – Château de la Muette – qui est situé 2, rue André Pascal, dans le 16^{ème} arrondissement de Paris. La station de métro la plus proche est la station « La Muette », sur la ligne 9, ou « Boulainvilliers » et « Henri Martin », sur la ligne C du RER.

Sécurité et titres d'accès

Veillez noter que le siège de l'OCDE est un complexe sécurisé. Les badges y donnant accès ne peuvent être issus que pour les délégués préalablement enregistrés à la réunion, sur présentation d'une carte d'identité ou d'un passeport. Les délégués doivent se présenter à l'entrée principale du Centre et passer les mesures de sécurité avant de se voir délivrer leur badge. Merci de veiller à arriver au moins 15 minutes avant la réunion afin de compléter ces formalités.

Restauration

Le Centre de Conférence de l'OCDE offre différentes options de restauration :

- Un coin café situé au cœur du Centre de Conférence, ouvert de 8h30 à 17h pour le café et les sandwiches ;
- Un coin snack avec 132 places assises, ouvert de 8h à 17h, qui offre des possibilités de petit-déjeuner, déjeuner, salades, sandwiches et snacks tout au long de la journée ;
- Une cafeteria self-service, ouverte de 11h45 à 14h15 avec 700 places assises, qui offre une possibilité de 3-4 menus différents avec un large choix d'entrées et de desserts ;
- Un restaurant à la carte avec service, ouvert de 12h à 14h, offrant des menus plus élaborés.

Accès Wi-Fi et Business Centre

Le Centre de Conférence de l'OCDE offre une connexion Wi-Fi dans tout le bâtiment. Des ordinateurs connectés disposant de Microsoft Office sont également accessibles au Café Espresso ou au Business Centre où une imprimante/photocopieuse est également disponible.

Interprétation

L'interprétation dans les deux langues officielles de l'OCDE (le français et l'anglais) sera disponible tout au long de la réunion.

Réception

Le soir de la première journée de réunion, lundi 11 avril 2016, le Président du Haut Conseil des finances publiques de la France, M. Didier Migaud, convie les délégués à un dîner-croisière sur la Seine. Pour ceux qui le souhaitent, le transport des délégués sera assuré par bus qui quitteront le siège de l'OCDE à 18 heures.